Elections Législatives du 18 Novembre 1962

Circonscription de Guingamp

Electrices ! Electeurs !

Je ne me désignerai pas à vous car tout le monde me connaît dans la circonscription.

Bien que nous puissions nous prévaloir de l'appui de l'U. N. R. et de la bienveillance amicale des Républicains de gauche et même d'extrême-gauche : (PLEVEN, BOURDELLES, LE MONNIER, CLEC'H, LE COENT, LEIZOUR, Jean LE JEUNE, Marcel HAMON, le Commandant Maurice CORENTIN, Aubry de MARAUMONT, sont de nos amis politiques et d'affection) nous n'avons voulu nous réclamer d'aucun parti déclaré à ce jour. Nous ne sommes inscrit à aucun des partis préexistants. Nous avons voulu conserver toute notre indépendance politique et, il faut bien le reconnaitre, la personnalité caractéristique de notre programme nous y engageait et justifiait notre attitude.

La lecture de nos aspirations politiques fera apparaître en même temps que leurs rapprochements non dissimulés de celles de certains partis encourageants ou bienveillants, mais étrangers, l'originalité propre des tendances qui sont les nôtres et de nos méthodes infailliblement salutaires et fécondes **d'action populaire directe et effective.**

IL FAUT :

I. — **Lutter pour la défense des petites et moyennes exploitations agr.coles et parfois aussi des grandes.** — Interdiction aux non-agricoles de créer des spécialités agricoles, de tenter « l'Industrialisation de l'Agriculture et de l'Elevage », ce qui est contradictoire et voué à l'échec. Aide substantielle aux cultivateurs en difficultés. Encouragement de la hausse des prix à la production. Imposition plus forte sur les professions d'intermédiaires entre producteurs et consommateurs.

Pour l'annulation des dettes exorbitantes des petits et moyens explo.tants agricoles par subventions de l'Etat aux créanciers.

II. — **Etablir un tarif minimum des prix des produits agricoles à la production sur la base du SMIG,** le gain réel des petits et moyens exploitants devant être au moins aussi important que celui des ouvriers urbains à durée de travail équivalente, de façon que le niveau de vie des cultivateurs soit en général et communément aussi élevé que celui des travailleurs non agricoles.

III. — **Remaniement et s'il le faut assainissement des cadres des Syndicats Agr.coles** qui apparaissent parfois trop veules et peu combattifs. Il semble dans ces organismes manquent de meneurs ardents et combattifs susceptibles de **déclencher** des mouvements de masse fructueux. Promouvoir des meneurs enthousiastes.

Réhabilitation de la Sécurité Sociale :

IV. — **Par la possibilité pour les familles de toucher indemnités, secours, pensions, allocations, versés à titre personnel, aux malades hospitalisés.** — Ces sommes demeurent souvent intouchables par la famille du malade souvent dans la gêne ou la misère.

V. — **Par la suppression totale de la franchise en matière d'Assurance-Maladie des Exploitants Agricoles.** — Cette franchise n'ayant été instaurée qu'en vue du lancement des Caisses. Les Caisses Primaires de Sécurité Sociale Départementales n'ont jamais établi de franchise Extension de l'Assurance-Maladie et de l'Assurance-Vieillesse à tous les Français et à tous les indigènes des colonies restées fidèles.

Nous réclamons et nous interpellerons pour :

VI. — **La suppression radicale des zones d'abattement des salaires,** des indemnités, des allocations, car la vie y est aussi difficile pécuniairement qu'ailleurs. **Des sacrifices pour les vieux.** Le degré d'élévation d'un pays dans la civilisation se mesure par l'importance de sa charité agissante, directe et effective à l'égard des vieux.

VII. — **Sur le plan de l'amélioration du sort des ouvriers et salariés, participation évidemment aux bénéfices de l'entreprise,** mais non plus de façon dérisoire et incertaine, mais **substantielle, équitable et effective** par **un contrôle direct** et positif des comptes. Création d'Hôpitaux modernes et modernisation des anciens. Pas de gaspillage qui se solde toujours par un surcroît de misère populaire. **Effectivité du respect par l'employeur des opinions politiques de ses employés** sous menace de sanctions au civil comme au pénal.

VIII. — **Recours aux grèves (tournantes, perlées,** etc...**) avec prédilection,** elles expriment une certaine volonté du Peuple (Syndicats, Corps de Métiers...) mais aussi **droit à la contre-grève** qui est aussi une forme de la volonté populaire, contre-grève qui peut être décidée par certains Syndicats, certains Corps de Métiers trop gênés par les conséquences d'une grève, contre-grève qui s'exerce exclusivement et électivement contre les Corps de Métiers en grève et les grévistes gênants. Elle existe en fait, bien qu'elle n'ait jamais été officiellement signalée et reconnue.

IX. — **Abolition des Codes Corporatifs** existant dans certaines professions (créations de Philippe PETAIN et souvenirs de la politique vichyssoise), codes qui constituent surtout des menaces pour les corporations qu'ils desservent et qui dévalorisent la profession créant des dissensions internes et des exploitations externes à l'encontre des assujettis à ces Codes. Ils font d'ailleurs double emploi avec les Syndicats et les services correspondants de l'Administration.

X. — **Garantie et sécurité dans l'obtention de la jouissance des locaux d'habitation.** — Protection et aide rapide aux menaces d'expulsion. Résistance au besoin par la Volonté Populaire à toute tentative d'expulsion inhumaine, secours immédiats efficaces aux expulsés chargés de famille.

XI. — **Vigilance à l'égard de la liberté des mœurs.** — Mesures d'empêchement des promiscuités et des compromissions.

IL FAUT :

XII. — **Remédier à la gabegie, à l'opposition et à l'insoumission dans l'Exécutif.** — Parfois les mécanismes ne répondent plus avec précision aux commandes. Il y a des freinages inattendus et intempestifs qui rendent les mesures inopérantes. Vigilance et défense contre l'intrusion de l'influence des forces politiques dans le domaine de l'Exécutif et du Judiciaire. **Vigilance et défense contre le crime et le meurtre,** souvent politiques. Elagage des cadres si nécessaire.

XIII. — **Exiger le départ des indigènes de la France d'Outre-Mer des postes de commandes politiques et gouvernementaux de la Métropole.** — Ils aspirent tous à l'indépendance et à la direction de leurs pays d'origine, qu'ils y retournent

donc au plus tôt pour y apprendre à les gouverner et à y exercer leurs talents d'administrateurs. Mais abolition totale et vraiment effective de tout racisme. L'existence des diverses races dans le monde est un piège vers les conflits. Il ne faut pas y tomber, mais tendre à la fusion des races qui revigore l'espèce. Regroupement, réemploi et sauvegarde des valeurs et des forces françaises, civiles, militaires, familiales, professionnelles, sociales, rapatriées des anciennes colonies.

XIV. — **Accorder la faveur à l'utilisation accrue** des **consultations populaires directes** : Suffrage universel, referendum, plébiscite même. L'affaire de **l'élection présidentielle** au suffrage universel, mise au referendum, est maintenant entendue. Des juristes éminents ont reconnu sa légalité et en ont apporté la preuve. Le jugement du peuple doit être considéré comme tout-puissant.

L'expérience prouve que les décisions prises entre partis et les votes des partis ne satisfont pas toujours les populations et n'apaisent pas fatalement les esprits. Des querelles subsistent souvent dans le peuple après ces décisions qui continuent à entretenir des dissensions parmi les Français. **L'expérience prouve aussi que le référendum supprime toujours les querelles** quel que soit le résultat obtenu, de façon constante **il ramène la paix intérieure,** il oblige le particulier à s'incliner heureux ou résigné devant **le verdict souverain et la suprématie de la Volonté Populaire.** Le référendum n'a jamais fait de mécontents. Dans un pays primitif le Peuple a peut-être besoin de guides qui prennent entièrement en mains les rênes du pouvoir. Dans un pays évolué comme la France, le Peuple peut prendre ses décisions sur la plupart des questions politiques et se gouverner lui-même dans bien des domaines.

XV. — **Prédilection pour le recours aux démonstrations populaires,** de masse de préférence, aux mouvements de masses, aux manifestations de foules qui sont la forme par excellence de la Volonté Populaire, aux barrages, aux obstructions, expressions des exigences légitimes des populations. Oreille attentive à « l'Assaut du Peuple » qui laisse entendre des bruits symboliques, caractéristiques et significatifs. Le Cœur du Peuple bat dans les troubles de la Rue. Et ces bruits peuvent être le signal et la provocation vers le Référendum.

Nous voulons et nous interpellerons pour :

XVI. — **La gratuité effective de l'Enseignement Supérieur.** — Une Faculté pour chaque sorte d'études et chaque sorte d'études cantonnée dans sa Faculté. Sacrifices accrus pour la recherche scientifique et médicale, le développement des Arts et des Lettres. Intertolérance réciproque des cultes religieux.

Sur le plan extérieur et international, nous sommes :

XVII. — **Pour la constitution d'un Bloc Européen véritable, positif et concret** dans le domaine économique, aussi bien que dans le domaine de la protection militaire de ce Bloc.

Pour une juste répartition et une juste distribution générales et sans réticence, **une équitable extension des avantages comme des inconvénients économiques** de chaque pays adhérent au Bloc Européen, à tous les pays de ce Bloc.

XVIII. — **Pour la consultation populaire directe préalable à tout engagement d'hostilités extérieures,** non déterminées par une alliance soit avec les pays du Bloc, soit avec une puissance étrangère, évidemment dans la mesure du possible, le territoire national ne se trouvant ni violé, ni menacé dans l'imminence par des troupes ou des engins ennemis.

Respect des traités et des alliances, ils doivent émaner de la Volonté Populaire.

Possession de la bombe atomique avec l'intention bien arrêtée de ne jamais s'en servir.

Agrément de la Volonté Populaire exprimée par voie de référendum pour cette possession.

Pas de fusées interplanétaires qui coûtent fort cher. Terminer d'abord la modernisation de la Bretagne.

Les méthodes de redressements économique, financier, militaire, les méthodes de politique extérieure, de direction du pays, du gouvernement actuel ont fait leurs preuves, il faut les maintenir et les perfectionner si possible.

Porter intérêt aux régions sous-développées de France et si possible aussi à celles de l'étranger.

La propagande extérieure ne doit pas compromettre la possibilité de satisfaire aux nécessités urgentes intérieures.

L'application de la Loi-Cadre va venir apporter la preuve des bienfaits réalisés par l'Etat pour le peuple.

Pour une politique de prospérité de la Bretagne et de sauvegarde du folklore breton ! TB!
Le sort de la condition ouvrière a peut-être été un peu oublié, il faut l'améliorer encore.

Plus près du peuple !
Pour une République plus populaire !
Votez pour l'Action Populaire Directe !

Puis-je compter obtenir vos voix ? Merci à tous !

Heureux avenir à l'Europe
à la France
à la Bretagne

Suppléant : **Michel PIRIOU**

Docteur MENGER
Candidat d'Action Populaire Directe et Effective

IMP. TOULLEC - GUINGAMP